n° 795
1882

N° 24. — Première Année LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — JUSTICE Dimanche 23 Juillet 1882.

LE DROIT SOCIAL

LE NUMÉRO 10 CENT.

ORGANE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE
PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

LE NUMÉRO 10 CENT.

ABONNEMENTS
Pour toute la France { Trois mois. . . 1 fr. 50 / Six mois . . . 3 fr. » / Un an. . . . . 6 fr. »
Etranger : *le port en sus.*

ADMINISTRATION & RÉDACTION
7, rue du Port-du-Temple, 7, à Lyon

RENSEIGNEMENTS
Pour toutes communications, s'adresser au siège social, 7, rue Port-du-Temple, 7 *tous les jours, de 8 à 10 heures du soir*

Les Bureaux du « Droit social » sont transférés rue Molière, 51.

A NOS LECTEURS

COMPAGNONS,

En présence de la dette considérable que nos deux procès consécutifs vont nous faire, nous sommes dans la nécessité de cesser notre publication.

A partir du n° 24, nous disparaissons.

Mais que nos amis se consolent, la lutte n'en continuera pas moins, car, nous sommes heureux de le faire, nous annonçons l'APPARITION A LYON d'un nouvel organe du parti :

L'ÉTENDARD
RÉVOLUTIONNAIRE

Organe anarchiste hebdomadaire

L'ÉTENDARD, dont la rédaction sera en majorité composée de l'ancienne rédaction du DROIT SOCIAL, continuera la lutte énergique de son devancier, et dès sa première colonne, comme nous jusqu'à notre dernière, il criera à la bourgeoisie implacable autant qu'incapable :

Vas, jubile, chante le « Te Deum » en l'honneur de notre disparition, ton dernier couplet ne sera pas achevé que nous nous remontrerons plus forts, plus terribles, plus avides de justice et de vengeance que jamais.

En vain tu nous attaques : tes poursuites, tes procès ne nous font rien, absolument rien, et demain comme aujourd'hui, sous notre forme ou sous une forme nouvelle, nous crierons encore et toujours : Mort aux exploiteurs ! mort aux voleurs ! vive la Révolution sociale.

LA RÉDACTION.

*Nous annonçons en même temps à nos abonnés que nous nous sommes arrangés avec l'administration de l'*ÉTENDARD *pour qu'elle leur serve leur abonnement.*

A l'avenir, adresser les demandes et communications *à l'administration de L'ETENDARD RÉVOLUTIONNAIRE, rue Molière, 51, Lyon.*

La Guerre
DES
BARRICADES

A une époque où tous les jours les évènements se précipitent, plus menaçants et plus tragiques, alors que, moins que jamais, les classes en présence, se mesurant du regard, peuvent dire de quoi demain sera fait, comme il va du salut du prolétariat de se tenir toujours sur le qui-vive et d'être prêt à tout, parce que l'heure aproche, de vaincre ou de mourir, il nous a paru *opportun* de traduire, à l'usage des lecteurs du *Droit social*, un remarquable article paru, en janvier 1881, dans une revue américaine, trop tôt défunte, *The Anarchist*, sous ce titre : LA GUERRE DES BARRICADES.

Non pas que nous soyons des fanatiques de la bataille des rues : chat échaudé craint l'eau froide. Nous nous sommes, ailleurs, largement expliqués là dessus. Nous estimons, en effet, que la chevalerie a fait son temps et que des travailleurs, échangeant, du jour au lendemain, l'outil pour le mauvais fusil qu'on déniche à la devanture des boutiques d'armuriers, seraient, quoi qu'on en dise, mal venus à risquer les chances d'une partie d'échecs militaire en règle contre des soldats de profession, quand ils ont à leur disposition les irrésistibles ressources de la *sortie torrentielle*, de l'*exécution des états-majors à domicile* et des grands moyens scientifiques.... Mais, cependant, comme les circonstances s'imposent, parfois, et qu'il ne faut jamais être pris au dépourvu, nous considérons comme un devoir de vulgariser le plus possible les résultats d'une expérience chèrement acquise.

Puisque, dans les écoles d'assassinat, où l'on élève à la brochette, avec les deniers du travail, les futurs massacreurs des pauvres, on enseigne quotidiennement la théorie et la pratique de la guerre des rues, accomodées aux nécessités de la tactique moderne, il n'est pas mauvais que les pauvres, de leur côté, apprennent et sachent les moyens les plus simples, les plus immédiats et les plus efficaces de parer au péril.

Les chances de deux armées de même force en plaine sont proportionnelles à leur éducation militaire, à leur discipline et à l'habileté de leurs chefs.

Les chances des deux mêmes armées, sur un champ de bataille enfermé dans les limites d'une ville, se mesurent strictement à la connaissance qu'ont les combattants du terrain, du parti qu'ils savent tirer de la position et de l'arrangement des barricades qui doivent leur servir de ligne de défense.

Il est évident que du côté où à une connaissance approfondie de la topographie des quartiers, souvent bâtis d'après un plan fort irrégulier, dans lesquels on opère, se joint un système approprié d'ouvrages défensifs, l'avantage sera pour l'armée qui restera sur la défensive, lors même qu'elle serait très inférieure en nombre aux agresseurs, parce qu'il suffira de concentrer toutes les forces possibles, suivant le besoin, sur le point menacé.

Une position défensive, dans une ville, doit remplir les conditions indispensables à toute position stratégique, savoir : la sécurité des flancs, la force du front de bataille, des sorties faciles sur les derrières et une sûre ligne de retraite.

Le meilleur moyen de s'assurer une semblable position dans une ville, c'est de tracer, au travers de la ville, une sorte de cordon délimitant la partie où l'on a l'intention de cantonner la défense. La garantie des flancs doit être le premier objet de l'attention. Si la ville est entourée de murailles, les flancs de la ligne de la bataille devront s'appuyer sur les remparts, de chaque côté, et on devra les couvrir de retranchements aussi puissants que le permettra la disposition du terrain. Les remparts où s'appuieront, comme nous venons de le dire, les flancs de la ligne de bataille, devront être coupés par un fossé, avec un talus derrière, et l'on aura soin d'occuper dans le voisinage quelques hautes et solides maisons d'où l'on pourra prendre en écharpe les assaillants qui essaieraient de se faufiler le long du rempart, en dehors, jusqu'à la tranchée et au parapet. S'il n'y a pas de remparts, on trouverait bien pour appuyer les flancs quelques grosses et larges bâtisses. Dans ce cas, pour protéger les derrières, la ligne de défense devrait être, des deux côtés et en arrière, couverte par des ouvrages avancés, qu'on rendrait, autant que faire se pourrait, inexpugnables. Entre les deux flancs on barricadera toutes les rues et l'on ne manquera pas de faire des maisons adjacentes, des deux côtés, aux barricades, autant de bastions en état d'appuyer celles-ci. Ainsi chaque rue sera transformée en un véritable défilé, puisque, dans le rayon du combat, toutes les maisons seront occupées par les combattants qui n'auront garde d'oublier de s'assurer le libre passage de l'une à l'autre en pratiquant des passages dans l'épaisseur des murs de séparation — ce qui est facile et ne demande pas beaucoup de temps, pour peu qu'on fasse emploi de matières explosives — ou bien en établissant des cheminements sur les toits, ou mieux encore en recourant aux deux procédés à la fois.

Force sera alors aux assaillants, ou bien de s'aventurer dans les rues sous les feux de salve des barricades et sous la fusillade partant des fenêtres, à droite et à gauche, ou bien de s'ouvrir un chemin de vive force à travers toute une enfilade de maisons qu'il faudrait conquérir l'une après l'autre, au prix de dangers terribles. Les assiégés (ne s'agirait-il pas, en effet, d'un véritable siège ?) les assiégés pourraient, d'ailleurs, fortifier et bourrer de tirailleurs un certain nombre des grands édifices placés en avant du front de bandière, de façon à prendre en écharpe les colonnes d'attaque, à la condition, bien entendu, que toutes les précautions auraient été prises pour empêcher que cette sorte d'avant-garde pût être coupée. Il suffirait pour cela de fortifier et d'occuper également tous les grands édifices qui, situés un peu en arrière du front de bandière, dominent et couvrent les lignes de retraite.

Pour quiconque a la moindre notion des choses militaires, il est évident que l'enlèvement de front et de vive force d'une pareille position, serait une œuvre formidable et, pour ainsi dire *désespérée*. Il n'est point d'armée, même avec du canon, qui puisse ainsi forcer l'une après l'autre une série de barricades, dans les rues étroites, dont les maisons, de chaque côté, sont occupées par l'ennemi : *il n'est point d'armée qui ne soit condamnée à* s'y FONDRE.

La seule chance de victoire des assaillants consisterait à obliger les assiégés à prendre l'offensive pour s'emparer des positions qui les gênent et à les forcer ainsi d'agir à leur tour *contre* des maisons crénelées ou des barricades, au lieu de combattre abrités par elles. C'est ce qui se passa à Paris en 1871, où les mouvements tournants, systématiquement opérés par les Versaillais, contraignirent les insurgés. sous peine de se voir couper la retraite, à abandonner successivement les barricades de la place de la Concorde, des Tuileries, de la rue de Rivoli, etc.

Ce malheur eût été rendu impossible, si l'on avait sérieusement garanti les flancs de bataille, par des mesures que les soldats de la Commune eurent l'impardonnable tort de ne pas prendre.

Si cela eût été fait, il ne fût plus resté aux Versaillais d'autre ressource que l'attaque de vive force, ce qui leur eût imposé des sacrifices d'hommes assez considérables pour détruire, en peu de temps, leur armée tout entière. Même les procédés classiques dont sait user la tactique moderne pour attaquer une place forte sur différents points à la fois — la sape et la mine — fussent restés impuissants, si les insurgés étaient restés derrière leurs lignes de défense, à l'abri derrière des retranchements, contre lesquels l'ennemi eût inutilement usé ses munitions et son courage. Si, ces précautions prises, le peuple avait perdu quand même la partie, ce n'aurait pu être seulement que parce que les ressources dont il disposait étaient en complète disproportion avec les nécessités de la lutte, ou *parce que ses généraux improvisés manquaient d'énergie*.

Il est reconnu, même parmi ceux qui font autorité en la matière, après les expériences de Buenos-Ayres, de Bruxelles (1830), des insurrections parisiennes au cours de la première Révolution et particulièrement de Saragosse, que des soldats ne peuvent soutenir une lutte victorieuse contre un peuple armé et courageux, mais qu'il sont bientôt alors réduits à la nécessité de sortir de la ville pour prendre position au dehors. En admettant que les choses se passent ainsi, cela donnerait toujours à la défense certains avantages matériels et moraux, ne fût-ce qu'en laissant le temps de fortifier ses retranchements, tandis, au contraire, que les assaillants resteraient encore obligés de combattre de nouveau pour rentrer et de recommencer la besogne comme si rien n'était.

A Saragosse, la défense ne commença réellement que quand les Français eurent pris possession des remparts. « La ville, dit sir Charles Napier, était partagée par de larges voies, eu un certain nombre de petits îlôts de pâtés de maisons. Pour s'en emparer, il fallait percer et prendre d'assaut chaque maison. Et quand, après cela, on débouchait sur un carrefour, il fallait creuser des tranchées et des galeries souterraines, parce que les batteries espagnoles balayaient toutes les rues et qu'il n'était pas un seul édifice qui n'eût sa garnison. Tant qu'il resta des couvents et des églises aux mains des Espagnols, les Français avaient beau pénétrer sans cesse plus avant à travers les îlots composés de petites maisons, cela ne les avançait guère. Comme les assiégés étaient nombreux dans des bâtisses plus élevées, non-seulement ils pouvaient faire continuellement d'heureuses sorties, mais encore ils pouvaient opposer des contre-mines aux mines des Français, dont l'habileté supérieure dans ce genre de stratégie était annihilée par le nombre et la vaillance des Espagnols. »

(*A suivre.*)

Organisation
DE LA
PROPAGANDE
RÉVOLUTIONNAIRE

III (1).

Les groupes d'action, avons-nous dit dans le précédent article, ne peuvent se former qu'en vue de tel ou tel acte à accomplir, en voici la raison, si nous prenons pour exemple un de ces actes que nous désirerions voir accomplir sur le terrain économique : soit la *suppression* d'un exploiteur quelconque ou la mise en feu d'une usine en temps de grève, soit encore le vol (2) d'une somme importante pour fournir aux besoins de la propagande et que nous cherchions quels seront les résultats d'une organisation comme nous la comprenons, ou bien comme celle rêvée par certains des nôtres qui est l'organisation centrale avec toutes ses conséquences de délégations, de décisions à prendre, etc., nous verrons que dans une organisation qui centraliserait toutes les forces entre les mains d'un comité, il nous importe peu ici, quel que soit le nom dont on l'affublerait ou la manière dont on le constituerait, des actes pareils seraient impossibles à produire car ils seraient impossibles à discuter dans une grande agglomération d'individus, pour une première raison que ce qui pourrait plaire aux uns pourrait déplaire aux autres et qu'un acte ainsi mis en discussion est pour ainsi dire un acte avorté, car plus il y aurait de personnes dans le secret plus il y aurait de chances à ce

(1) Voir le *Droit social* nos 21 et 22.

(2) Préconisant la reprise de possession violente de la richesse sociale, nous croyons que les révolutionnaires n'ont pas à reculer devant un mot si l'acte que sert à désigner ce mot peut mettre entre nos mains ce qui nous manque le plus, pour le moment, pour la propagande : l'argent.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

qu'il soit divulgué, même avant son accomplissement et, en admettant qu'une vaste organisation secrète puisse accomplir une première série de faits de ce genre, son existence ne pourrait avoir une grande durée, car par le grand nombre de gens qui seraient dans le secret et les correspondances qu'elle serait forcée d'avoir, la police ne tarderait pas à y mettre la main dessus. Quant aux comités rendant des sentences et désignant les justiciers chargés d'accomplir l'acte décidé, nous l'avons dit dans le numéro précédent, tout le monde sait que les associations de Rose-Croix ou de Francs-Juges ont fait leur temps, que de pareilles associations peuvent se maintenir en trouvant pour chaque acte, dans leur sein, des hommes prêts à accomplir les ordres de chefs invisibles, quand ces sectes sont basées sur le fanatisme et l'illuminisme, mais qu'elles deviennent impossibles lorsque, comme nous les voulons, elles sont basées sur la libre initiative individuelle et la froide raison.

Il y a cette objection que nous font les partisans de la centralisation, mais si les groupes sont isolés, si chacun tire à droite, à gauche, si chacun fait ce qu'il veut, les forces seront divisées et nous ne ferons jamais la Révolution, c'est là une erreur, car même établirait-on une entente commune, quand même on établirait des règlements auxquels chacun devrait obéir, où serait la force qui pourrait contraindre ceux qui ne voudraient pas ou ne voudraient plus s'y plier? ne serait-ce pas de là plutôt que viendrait la division, quand on voudrait forcer tout le monde à agir de même, nous avouons, pour notre part, que toutes les majorités possibles, même dans notre parti, pourraient prendre toutes les décisions qu'il leur conviendrait, fussions-nous seul à nous y opposer, ce n'est pas cela qui nous ferait changer notre manière de voir et nous rallier aux décisions d'une majorité quelconque, et puis, il y a cette autre objection, c'est que les révolutions ne se décrètent pas, elles ne sont que le résultat d'un concours de faits politiques ou économiques, le plus souvent pour ne pas dire toujours une complication de ces deux causes à la fois, or, arriverait-on à organiser des forces immenses arriverait-on à grouper toutes les bonnes volontés possibles, cette organisation n'avancerait pas la révolution d'un iota, s'il ne se présentait un concours de circonstances favorables à son développement, et cela malgré tous les ordres ou décrets qu'elle pourrait rendre, la masse ne se trouvera entraînée à faire au lieu d'une révolution politique une révolution sociale *que par les actes qu'elle nous verra accomplir dans cette révolution*; *en temps de révolution, ce n'est pas les phraseurs que suit la masse mais ceux qui agissent*, or, il sera de notre action de nous emparer des ateliers, de détruire tout ce qui représente le principe d'autorité ou de propriété, de détruire tout pouvoir qui tentera de s'imposer, *plus nous accomplirons d'actes révolutionnaires dans le domaine économique soit dans la révolution soit dans la période de propagande, plus nous aurons de chances de réussir.*

Or les actes dont nous parlions plus haut sont des plus propres à préparer ce terrain car mieux que tous les écrits et que tous les discours possibles, étant portés et discutés au sein de la masse, ils lui indiqueraient d'avance le but de la lutte à venir, car ils auraient l'avantage de porter leur enseignement en eux-mêmes et seraient par là plus compréhensibles à ceux qui n'ont jamais entendu traiter la question sociale. Mais comme nous l'avons dit, ils ne peuvent être que le fait de l'action individuelle; voici comment nous l'entendons : nous supposons qu'il vienne à l'idée d'un compagnon d'accomplir un de ces actes cités plus haut, son premier soin devra être d'étudier les lieux où il devra ou pourra accomplir cet acte, tirer ses plans et voir le nombre d'associés qu'il lui faudra pour mener l'œuvre à bonne fin, après cela il devra chercher autour de lui parmi les hommes qu'il aura déjà étudiés dans les groupes d'études, ceux qui seront le plus apte à l'aider dans son entreprise, mais s'il s'adresse à un individu pour réclamer son concours, il faut qu'avant de s'en ouvrir entièrement à lui, il soit presque assuré de son acceptation, afin d'éviter d'avoir le moins de personnes possible dans le secret. Une fois qu'il aura trouvé ceux qu'il lui faut, il leur soumet ses plans, alors là on les discute, on les modifie s'il y a lieu, on se distribue les rôles et l'on se met à l'œuvre, de cette manière on évite les discussions oiseuses puisque l'affaire étant décidée en principe, il ne reste qu'à en déterminer les détails d'application; une fois l'acte accompli, l'action de ceux qui y ont pris part doit se reporter dans les groupes d'études et c'est alors que commence le rôle de ces groupes car c'est à eux qu'appartient de faire ressortir l'importance des actes accomplis, d'en développer les motifs qui ont pu faire agir le ou les auteurs, en un mot, faire *mousser* l'affaire pour en faire ressortir toutes les conséquences aux yeux de la masse ignorante.

Si on agit de cette manière on en voit tout de suite l'importance, d'abord on n'a dans le secret que ceux qui y ont pris part et par conséquent les premiers intéressés à ce qu'ils ne soient pas dévoilés, ensuite l'association qui s'était faite pour l'accomplissement de cet acte se trouvant dissoute une fois l'acte accompli, il ne reste plus de trace pour la police qui puisse arriver à la mettre sur la voie et ce qui est le plus important, c'est, si le groupe vient à être découvert soit dans l'accomplissement de cet acte soit avant ou après, il n'y a toujours de compromis que ceux dont il est composé et que le parti restera intact pour continuer l'œuvre de ceux qui auront été brisés par les heurts de la propagande.

Quant à la nécessité d'une caisse centrale où l'on pourrait puiser pour les besoins de la cause, elle est impossible pour une bonne raison, c'est que pour que son action soit efficace il faudrait qu'elle soit connue de tous ceux qui seraient dans le mouvement, et alors la police ne tarderait pas à avoir la main dessus, il faudrait, à notre avis, que les révolutionnaires se fréquentent continuellement, qu'ils aient des relations entre tous les groupes le plus fréquemment possible, de manière à arriver à se connaître les uns les autres, afin de savoir le degré de confiance qu'ils pourraient avoir les uns sur les autres, de manière que quand un individu se présenterait dans un groupe ou chez un compagnon qu'il saurait avoir des fonds, il n'ait qu'à demander la somme dont il pourrait avoir besoin pour qu'elle lui soit remise sans explications, et que pour en justifier l'emploi il n'ait qu'à dire qu'elle a été employée à la propagande, à ce jeu, on pourra être *levé* quelquefois par des intrigants, mais, du moins, on aurait évité les dangers et les entraves qu'apporterait la création d'une caisse centrale que l'on serait forcé de tenir secrète.

(*A suivre*).

Erratum. — Dans le n° 22, au lieu de : avec cette différence *dans* notre manière de faire, lire *d'avec* notre manière de faire.

LETTRE PARISIENNE

Je veux vous parler, aujourd'hui, de certains faits qui, pour s'être passés en Belgique, n'en ont pas moins, comme vous le verrez, une relation intime et directe avec le mouvement socialiste révolutionnaire parisien.

Il y a longtemps que nous savons qu'il existe en Europe une police internationale, chargée de surveiller les socialistes-révolutionnaires de tous pays et de rassurer ainsi, autant que possible, les divers gouvernements bourgeois — Républiques, Empires ou Monarchies — que nous avons eu la faiblesse de supporter jusqu'ici.

Dans son dernier numéro, le *Droit social*, à propos d'un article de *Paris-Journal*, où notre ami Ricois était, bien à tort, visé et confondu avec le sieur Serreaux, nous donnait encore de curieux renseignements à ce sujet.

Eh bien, c'est justement du nommé Serreaux — plus connu en Belgique sous le nom de Spilleux (Egide) et en Angleterre sous le nom de Genlis, que je veux entretenir aujourd'hui vos lecteurs.

Ledit Spilleux — c'est son véritable nom — est revenu aujourd'hui dans son pays natal, à Bruxelles, ou plutôt dans un des faubourgs de cette ville, à Schoerbeck.

S'il faut en croire nos amis de Belgique, il est devenu un des collaborateurs assidus d'un nommé Laenaers, ancien commissaire de police, révoqué à la suite de l'indignation populaire contre les scandales de l'affaire dite : *la Traite des Blanches*.

On sait qu'il s'agissait d'excitation à la débauche, de recrutement de jeunes filles mineures, en vue de favoriser les plaisirs des gros bourgeois de Bruxelles, de malversations, etc..., et que tout le monde : *l'Association libérale*, les conseillers communaux, le bourgmestre, les échevins, les hauts fonctionnaires de police étaient gravement compromis.

Il fallait une victime expiatoire: on choisit M. Laenaers pour remplir ce rôle peu agréable, et M. Laenaers fut révoqué.

Mais on devait une compensation à ce bouc émissaire des orgies bourgeoises; on la lui a donnée et M. Laenaers est aujourd'hui chef de la section belge de la police internationale, — police internationale dont il n'est plus possible aujourd'hui de nier l'existence, et sur laquelle l'*Intransigeant* et la *Lanterne*, deux journaux peu suspectés d'idées socialistes-révolutionnaires, ont publié ces jours-ci des renseignements très intéressants,

M. Laenaers habite boulevard Anspach, près du Grand-Hôtel, au-dessus des magasins d'un tailleur qui répond au nom de Sergent Larcier : c'est du moins là que sont installés ses bureaux, car il est parvenu jusqu'ici à cacher son domicile.

Il a vainement tenté d'embrigader plusieurs socialistes belges, en leur affirmant qu'il ne réclamait leur collaboration que pour un grand ouvrage sur le mouvement socialiste international.

Nos amis de Belgique nous affirment qu'il a eu plus de succès avec le sieur Serreaux et que celui-ci se rend actuellement, presque tous les jours, chez le chef de la section belge et de la police internationale.

J'ai pensé que ces renseignements pourraient intéresser vos lecteurs; ils ne peuvent, en tout cas, que pousser nos amis belges à suivre le conseil que Ricois leur donnait dans le dernier numéro du *Droit social*.

***

Dans sa dernière réunion, le groupe socialiste révolutionnaire des Ecoles s'est nettement prononcé sur l'adhésion à l'*Union fédérative*, que réclamaient de lui Adhémar Leclerc et Chabert, membres du comité national du parti collectiviste (nuance Brousse).

L'ordre du jour suivant a été voté par 24 voix contre 7 :

« Le cercle socialiste révolutionnaire des Ecoles de Paris,

« Considérant que toute adhésion à l'*Union fédérative* entrainerait la dissolution du groupe, puisqu'elle amènerait la démission d'une partie de ses membres, refuse d'adhérer à l'*Union fédérative*. »

Inutile de vous dire que les collectivistes n'ont pas été contents.

PLUS DE GOUVERNEMENT

Le 23 mai 1882.

Est-ce que ce mot gouvernement n'est pas plein d'insolence et d'idiotisme? Plein d'insolence par la prétention orgueilleuse de celui qui exerce l'autorité, plein d'idiotisme par le stigmate d'infériorité qui reste au front de celui qui a ou qui croit avoir besoin d'un maître ?

Cette vérité devrait être éblouissante pour l'humanité entière et lui inspirer le dégoût de toute supériorité d'un homme quelconque.

Mais malheureusement, et c'est ce qui entretient notre état d'exploités, trop bon nombre d'entre nous en sont encore inconvaincus, à la suite de ce qu'elle leur apparait entourée d'une certaine obscurité.

Mon intention est justement de remplacer les ténèbres par la clarté et faire, si je puis, que tout citoyen soit désormais dans la certitude que gouvernement et parasitisme légal sont synonymes.

En effet, qu'est-ce que le gouvernement?

C'est une bande de larrons occupés uniquement à la recherche et à l'emploi des moyens qu'ils croient propres à la conservation de leur situation incorrecte dans la société.

Qui comprend-il?

Il comprend, non pas seulement le président de la république et ses ministres, comme l'entendent MM. les députés et les sénateurs, mais encore les deux chambres, les préfets, les magistrats de toutes sortes, tous les employés de l'état, jusqu'au simple garde-champêtre.

Il se divise en commandants et en obéissants.

Quant aux commandants, le président, les ministres et les deux assemblées, quoiqu'ils n'en aient pas l'air, ils ne font rien les uns sans les autres, ni les uns avec les autres. Je veux dire : rien pour nous, prolétaires ; mais ils font beaucoup pour eux, nos exploiteurs.

Tous leurs soins ont pour but la défense de la propriété, du privilège de l'industriel sur le travailleur. Les envois de troupes pour mettre les grévistes *à la raison*, c'est-à-dire pour les forcer à se contenter de la famine perpétuelle, en sont une preuve. Il y en a une foule d'autres. Ces soins sont spécifiés dans des lois et règlements spéciaux.

Il n'y a rien à cela qui doive étonner, car le gouvernement est la conséquence de la propriété et est composé de bourgeois.

On ne sera plus surpris alors de voir ce dernier exercer son pouvoir exclusivement en faveur de ses privilèges, conséquences de la propriété.

Au fait, quelle est l'occupation d'un gendarme, d'un urbain, membres obéissants du gouvernement?

Elle consiste à veiller à ce que la propriété soit respectée.

Qu'ont à faire MM. de la magistrature?

Ils ont à juger, à condamner les coupables d'avoir attenté à la propriété.

Le gouvernement lui-même que fait-il?

Je l'ai déjà dit, il fait des lois et règlements pour le respect de la propriété.

Ces lois et règlements sont un immense fatras, où le bourgeois étale ses insolentes prétentions, lesquelles n'ont de justification que les pénalités infligées à celui qui est d'avis contraire.

On y voit aussi son jésuitisme dans toute sa laideur par les réticences, la confusion, les contradictions, les sous-entendu, dont il sait toujours tirer bon parti dans ses tribunaux. Ce n'est pas la peine de dire que, pleines d'élasticité, suant l'injustice, elles sont toutes à l'avantage de leur auteur et contre nous qu'il considère comme ses seuls ennemis.

Le code politique établit le pouvoir central chargé de faire respecter par l'individu la propriété individuelle et par tout peuple étranger l'ensemble des propriétés ou la patrie.

Le code civil détermine les droits à la propriété.

Le code de commerce détermine les conditions dans lesquelles doivent se faire les échanges de la propriété ou opérations commerciales.

Le code d'instruction criminelle indique le chemin à suivre pour reconnaître le coupable ou pour en faire

Le code pénal édicte les pénalités à infliger au coupable d'avoir manqué de respect à la propriété.

Le code des frais traite des rognures que font aux propriétés l'état et la magistrature dans les successions ou à la suite de leur intervention dans les chicanes de propriétaires.

Comme on le voit par ce dernier code, le bourgeois a si bien l'habitude de piller qu'il se dévalise lui même.

Il est vrai qu'il ne s'est point morfondu à gagner l'argent qu'il verse au trésor ou d les mains de son avocat.

Or, la propriété, consacrée par les lois, l'habitude, et surtout par l'ignorance, est le vol qui permet de voler encore. C'est le droit légal et inique d'exploitation du travailleur. Il est superflu d'affirmer que toute personne qui en associe une deuxième au factage de sa fortune ou qu'elle rançonne la vole d'autant. Celle qui écrême la journée de plusieurs milliers de victimes est bien autrement voleur si ce titre est augmenté en proportion de la somme enlevée.

Puisque la propriété, qui est une injustice, est la cause du pouvoir, son gardien, elle doit disparaître. Mais alors le pouvoir, qui en est l'effet, la conséquence, reste sans attributions et le personnel qui le compose sans fonctions. Conséquemment, il doit disparaître par retrait d'emploi.

A ce sujet, quelques personnes, bien bénévolement, c'est vrai, et par ignorance surtout, font cette observation : « Mais une organisation centrale, autrement dit un gouvernement est indispensable, on ne peut se passer de gouvernement. »

A regret, mais je suis obligé de leur répondre un peu durement, quoique intéressées au nouvel état de choses, qu'elles sont libres de se faire traîner la corde au cou, mais que le gouvernement, ayant été créé par le propriétaire pour la défense de la propriété, celle-ci supprimée et socialisée, ce gouvernement n'est plus qu'un bureau sans affaires et anéanti de soi.

(*A suivre*).

A LA BASTILLE!

Peuple!

Sur les ruines de la vieille Bastille féodale que tu as détruite, des monstres, profitant de ton ignorance et escamotant, à leur profit, ce qui te revenait de droit, ont bâti une autre Bastille non moins infâme que la précédente.

Cette Bastille c'est le capital, cause de tous tes maux, de toutes tes souffrances, cause de ta misère, cause de ton esclavage.

Jusques à quand te laisseras-tu berner par les promesses hypocrites de ton ennemi, le bourgeois. qui te nargue en s'abritant derrière sa Bastille, le capital?

Quand donc, las de souffrir et comprenant la source de tes maux, t'élanceras-tu pour la destruction de cette Bastille et la conquête du droit à l'existence?

Quand donc, outré de l'inégalité choquante qui existe entre toi et ton exploiteur, pousseras-tu ce formidable cri de guerre qui fait trembler les tyrans?

A la Bastille! Peuple, à la Bastille!

TAMIS RÉVOLUTIONNAIRE

S'il est une chose qui excite l'indignation de toute conscience honnête, c'est bien de penser que le prolétariat, qui produit tout, ne jouit de rien, et que loin d'être protégé et béni par ceux dont il fait tout le bien être et l'opulente oisiveté, il est, au contraire, haï, méprisé et enfermé dans le cercle de fer social où son honneur, sa vie et sa liberté dépendent du plus petit caprice de ses dirigeants iniques et impitoyables.

Une autre chose est plus amère encore, c'est que la France républicaine est une honte pour l'honneur et une calamité pour le peuple. — C'est que ces hommes à étiquette républicaine qui, sous l'Empire et depuis, excitaient nos colères contre le banditisme impérial, et nous promettaient une rénovation matérielle et morale, ont abominablement trafiqué de la popularité que nous leur avions faite. — Quel haut le cœur ne vous vient-il pas aujourd'hui aux noms infâmes et abhorrés des J. Simon, Ferry, Ranc, Andrieux, Lockroy, Naquet, Floquet, Germain Casse, Gambetta, et mille autres. Que dire de tous les trafiquants de l'extrême gauche et de la presse dite radicale-intransigeante!!! des Yves Guyot, des Mayer, des Portalis, des Lepelletier, des Lanessan, des Maret, des

Delattre, des Quentin, des Engelhard et autres flibustiers plus ou moins abjects ?... Ils sont connus, dira-t-on. Oui, bien connus même, mais dans le milieu seulement de ceux qui les ont vus à l'œuvre. Qu'en sait le grand public ? rien. — Hélas ! c'est là le mal, le grand mal de notre époque. Le trafic politique est de nos jours une immense ressource en même temps qu'un grand art ! Admirez s. v. p. les aristos de l'*Intransigeant* dont le marquis de Rochefort, en tête, trouve le moyen, tout en soutenant le gouvernement, de se faire des 50 et 100 mille francs de rente en exploitant cette ruine qu'on appelle : la cause du peuple. — Grand art, vous dis-je, et ressource. Utile et agréable. — On est fier du succès obtenu au prix du mensonge et de la perfidie comme Vignaux peut l'être d'une partie de billard homérique, comme un sportsman d'une course triomphale, comme un gommeux des faveurs d'une haute gadou à la mode.

Pauvre peuple, va, chair à bêtise et à mitraille, quand donc bondiras-tu ! ! ! n'es-tu pas frappé de ta misère, de tes souffrances et de ton abaissement ? ?..... Quoi ! rien ne rugit en toi, lorsque tu vois l'oisif jouir de toutes les richesses que tu lui procures, te haïr et te mépriser ? ? ? Et pourtant, de quoi es-tu coupable ? ? ? tu travailles et tu obéis..... Humblement tu sers qui te commande pour un misérable salaire, et tu n'es maître ni de ton pain, ni de ton sang, ni de ta liberté. Ni libre même d'aimer et de servir les tiens. Ah ! honte soit à ta caste qui ose demeurer ainsi, dans sa honteuse et lâche servitude, l'instrument et le jouet faciles d'une pléiade de charlatans criminels !

Eh bien, ce n'est pas tout ; il est encore une catégorie de politiciens que le parti de la Révolution a jusqu'ici trop endurée. Il est temps, grand temps d'y réfléchir et prendre garde. Je veux parler de ceux qui, habilement, s'identifient au peuple travailleur et qui, sous prétexte de lutte de classes, ne visent qu'un but, un seul ; une position lucrative. Qui sont-ils, dira-t-on ? Ah ! bien faciles à reconnaître. Une marque indélébile, un stigmate repoussant les désignent à la réprobation de ceux qui luttent et qui souffrent pour la vie. Cette marque, ce stigmate ont nom, dans le champ de bataille populaire : UNE CANDIDATURE !

Citoyens travailleurs, n'êtes-vous pas enfin fixés sur les prétendus services rendus par ceux qui, jusqu'ici, ont sollicité et obtenu de vous un mandat *quelconque* ?

Depuis le plus révolutionnaire jusqu'au plus modéré, un seul d'entre eux a-t-il défendu réellement et exclusivement la cause du peuple ? Voyons, cherchons en un, s'il en est un ; plusieurs, s'ils sont plusieurs. Quel est-il le plus socialiste ? Voyons, c'est difficile à savoir. Est-ce Clémenceau ? est-ce Lanessan ? est-ce Maret ? est-ce Clovis Hugues ? est-ce le forçat Roques de Filhol ? est-ce Révillon ? est-ce le collectiviste-révolutionnaire Brousse ? Je ne sais trop. Ce ne sont pas, je pense bien, les ex-ouvriers Nadaud, Tolain, Carbon et

Donc, prenons les premiers et le plus avancé d'entre eux. Pris partiellement ou dans leur ensemble, ont-ils fait quelque chose pour la Révolution (qu'en paroles ils ont tant de fois exploitée !) pour la justice et les déshérités ? ? ? rien, rien, absolument rien. Se sont-ils fait au moins les porte-paroles énergiques et résolus de vos revendications méconnues ?... pas davantage. Ah ! si, j'oubliais, soyons justes, ils se sont faits des rentes.

Sachez-le, travailleurs, depuis le premier échelon radical-socialiste au dernier échelon modéré, l'échelle politique du suffrage universel n'a qu'un but et n'a été créée et mise au monde que pour un emploi : escalader le pouvoir. Les plus tièdes en ont fait usage, de même que les plus avancés. Renversés tous successivement par de nouveaux venus plus radicaux que ceux de la veille, les hommes du centre gauche l'ont été par ceux de la gauche, ceux de la gauche par les opportunistes de l'union républicaine. Aujourd'hui, l'extrême gauche en est à son dernier tour acrobatique avant de prendre la place des derniers occupants. Depuis les premiers nommés jusqu'aux derniers, les programmes diffèrent, mais le but est le même : entortiller le public pour l'exploiter ensuite. *Et tant plus ça change tant plus c'est la même chose* !...

Mais, ô comble ! ! ! Voici venir, à son tour, une nouvelle troupe. Grosse caisse en avant, étendard déployé et costumes nouveaux. Silence ! le chef de file prend la parole : « Citoyens, nous sommes le parti « ouvrier ! Que voulons-nous ? le bon« heur du peuple. Contrairement à tous « ceux qui vous ont trompés, et exploités « jusqu'ici, (la maison n'est pas au coin « du quai), vous n'avez à attendre de « nous qu'un bonheur sans mélange. Nous « sommes vos libérateurs, dépêchez-vous « de nous nommer quelque chose et vive « le suffrage universel ! »

O sainte et éternelle duplicité, que ta puissance est magnifique !...

Et remarquez bien, lecteurs, que le parti ouvrier se compose avant tout d'un état-major recruté *exclusivement* dans le parti bourgeois. Les Guesdes, Brousse, Labusquière, Marouck, Lafargue, Denille, Maillard, Secondigné etc., etc., tous comme Jérôme Paturot à la recherche d'une..... candidature sociale. Tous travailleurs, n'ayant jamais travaillé qu'au succès de la candidature passée, présente ou future. Prenez le candidat d'aujourd'hui, J. Labusquière ; hier, candidat des aristos de l'*Intransigeant*, défenseurs du jury bourgeois et du gouvernement ; aujourd'hui, candidat du parti violent-possibiliste. Farce et duplicité, vous dis-je !

Il est HORS DE DOUTE, n'est-ce pas, que le peuple ait constamment été trompé et exploité par la tourbe de ses dirigeants et quémandeurs de mandats ; il n'y a donc qu'un moyen pratique d'éviter que cela continue désormais ; c'est de ne plus avoir de dirigeants ni de mandataires. Ceci est clair et simple comme 2 et 2 font 4. C'est pourquoi je me demande si le public éternellement abusé et « *abusable* » voudra s'en tenir enfin à cette sage détermination aussi simple qu'élémentaire.

APPEL

Les jeunes gens qui voudraient faire partie du Cercle d'Etudes des jeunes socialistes révolutionnaires peuvent se faire inscrire tous les soirs, de 8 à 10 heures, au siège social, rue Molière, 51.

Les réunions ont lieu les mercredi et samedi de chaque semaine.

***

Tous les membres adhérents au Cercle sont invités à assister à la réunion contradictoire qui aura lieu samedi 22 juillet.

Ordre du jour :

Du rôle de la monnaie dans la société actuelle et dans la société future.

Le secrétaire,
DAMIAND fils.

SUS AUX PRÊTRES !

Nous avons démontré dans un précédent article comment l'obéissance passive et les traditions militaires faisaient des crétins de citoyens intelligents, et pourquoi nous en étions arrivés à ne trouver de remède que dans une révolution violente, étant données la lâcheté et la férocité des classes bourgeoises qui ont usurpé le pouvoir.

Poursuivant l'exposé des griefs de la classe laborieuse, source féconde de tout progrès, de toute production, nous voulons nous occuper d'une autre cause de l'abrutissement de l'humanité, c'est à dire de Dieu et des saltimbanques qui s'en font des rentes.

Quoi de plus ridicule, en effet, que cette légende chrétienne, faisant naître sur un peu de fumier, entre de vulgaires animaux, le nommé Jésus, qui devait racheter le monde en mourant sur une croix ; voit-on d'ici ce Dieu tout-puissant, pouvant d'un mot effacer toute faute et préférant endurer les tortures les plus inimaginables plutôt que d'user simplement de son pouvoir surnaturel ; et ainsi du reste ; c'est tout bonnement absurde et enfantin ; contentons-nous de constater que toutes les religions se ressemblent et que, toutes, elles ont pour bases la bêtise, la fantasmagorie, la superstition, et pour but la luxure et la cupidité ; c'est pour cela que tout ministre d'une religion quelconque a besoin de l'ignorance des peuples, et qu'il contribue forcément à l'écrasement des intelligences ; voilà pourquoi nous avons besoin de dire qu'après le militarisme massacreur, le plus grand ennemi du peuple, de la raison, c'est le PRÊTRE !

Et d'abord, faisons justice de ce qu'on est convenu, dans une certaine partie de la société, d'appeler la *foi*, il est faux qu'il y ait des convaincus de l'absurde, c'est ailleurs qu'il faut chercher le mobile des croyances religieuses, l'explication de la conduite de certains religieux célèbres ; on ne peut croire que ce qui est évident, ce qui est démontré, ce qui s'impose à la raison, ce qui défie toute controverse ; on ne croit pas, à moins d'être idiot, à une fable, à des racontars, à des hâbleries de sacristie ; soyez spiritualistes, niez l'éternité de la matière, mais au nom de la raison ne faites intervenir dans vos croyances un Dieu ridicule, de quelque nature soit-il.

Il faut être bourgeois comme Victor Hugo pour faire de Torquemada un apôtre de la foi, pour transformer en illuminé chrétien ce criminel, féroce, hideux et infâme, qui périrait sans nul doute, de nos jours, sous le fer de la société vengeresse.

Des intérêts matériels inspirent toutes les religions, cessons donc de leur accorder le bénéfice de la foi et ne les considérons plus que comme des opérations commerciales.

Le mot est exact ; on fonde une religion comme une société financière ; seulement, au lieu d'aller exploiter le bitume algérien ou le crédit foncier argentin on se contente d'exploiter la crédulité publique, aux frais du gouvernement.... et des contribuables.

Ici, on vend de l'eau de Lourdes ; ici encore de la liqueur des Bénédictins ; là, des médailles et des scapulaires bénis par le pape ; ici, on fait commerce du sacré cœur de Jésus, là, de son saint prépuce, etc., commission et exportation. Commerce, vous dis-je ; pas l'ombre de *foi !*

Etait-ce mus par la foi, que les moines, sous l'ancien régime, arrachaient aux paysans leurs plus beaux moutons, les plus beaux fruits de leurs récoltes ; étaient-ils poussés par la foi, les tortionnaires de l'inquisition, mettant en liberté ceux qui pouvaient payer rançon et massacrant les gueux sans pitié ; était-ce la foi qui poussait les papes dans les débauches et les orgies et les rois dans le sang et le massacre ?

Non, Borgia avait besoin de sa vie de luxure pour satisfaire à ses gouts dépravés et ignobles ; Catherine de Médicis et Louis XIV avaient besoin de l'extermination des huguenots pour régner librement et opprimer le peuple..

Mais dans tout cela, où était la foi ?

Commerce, comédie, crime, tels sont les synonymes des religions ; c'est un métier que d'être religieux, et ce métier rapporte et ne demande que de l'hypocrisie, de la dépravation, de la malhonnêteté.

Et toutes les classes de la bourgeoisie, gouvernant au nom de la religion, s'en rendent complices, qu'on ne l'oublie pas, nous irons plus loin, elles en sont les plus zélés défenseurs ; et ces défenseurs nous les trouvons dans les rangs les plus avancés de la politique radicale, dans les Gambetta, les Paul Bert, etc., qui ne craignent pas de se proclamer concordataires, eux, les purs d'autrefois, et qui vont même jusqu'à rêver au clergé national ; nous ne voyons pas où ces gens-là pourraient bien aller le recruter, ce clergé !

Singulière aberration d'esprit, ou plutôt comme leur conduite, à ces lâches palinodistes, montre bien combien est vénal le but des religions et quel cas il convient de faire des déclarations charlatanesques de tous ces chevaliers de l'autel ; ils ont besoin de la religion pour soutenir le pouvoir auquel ils aspirent, voilà pourquoi ils sont concordataires ; voilà pourquoi les Freycinet vont prendre conseil à l'abbaye de Solesme.

Ecoutez-les, ces gens-là, habiles à escamoter les muscades, dans leurs proclamations à la veille des élections : « Nous voulons la séparation de l'Eglise et de l'état, nous voulons la suppression du budget des cultes, nous voulons le retour à la nation des biens de main morte, »

A peine élus et installés dans les ministères, le résultat ne se fait pas attendre ; on augmente le budget des cultes au détriment de celui de l'instruction publique et l'on fait condamner des citoyens à des peines très sévères pour sacrilège, tandis que les évêques, dans leurs diocèses, organisent impunément la guerre civile !

Les religions ne sont pas seulement cruelles ou commerciales, elles sont encore grotesques ; nous empruntons à une brochure, dont l'auteur nous échappe, les observations suivantes que nous reproduisons en substance :

« Imaginez un sauvage, complètement étranger à toute religion, jeté par les hasards des voyages dans une église catholique, au moment où le prêtre exerce son métier à l'autel ; il reste étonné d'abord à la vue de l'étrange costume dont celui-ci est revêtu et il lui est impossible d'en distinguer le sexe ; les excentricités auxquelles se livre le prêtre, mettant les mains sur sa poitrine, bénissant l'assistance, prononçant des paroles incohérentes que nul ne comprend, semblables au gloussement du chameau, élevant tour à tour divers objets, s'agenouillant, se relevant, prenant des airs contrits ou radieux, se frappant la poitrine, relevant ses jupes, buvant du vin, se lavant les mains, le frappent de stupéfaction ; intrigué, il s'informe et demande le nom des exercices que l'on vient d'accomplir ; dans son pays, les jours de réjouissances publiques, ses compatriotes se livrent à des danses et à des chants aussi étranges qu'irréligieux, il ne doute pas qu'il en est de même chez nous ; lorsqu'on le tire de son erreur en lui disant qu'on vient d'honorer Dieu et de lui offrir le saint sacrifice de la messe ! !

Quelle fantasmagorie et comme ces acrobates auraient leur place marquée à Charenton, si le code pénal ne leur en donnait pas une autre.

Eh ! bien, nous le disons hautement, c'est parce que toutes les réformes proposées ont été systématiquement écartées, c'est parce que nous sommes las de subir le joug des pantins cléricaux que nous payons fort cher, c'est parce que nous voulons venger la morale outragée, c'est parce que nous ne voulons plus que des archevêques viennent sacrer empereur, des voleurs et des assassins, après avoir béni nos arbres de la Liberté, c'est parce que nous ne voulons plus que la France athée ait un représentant auprès du vatican, où le Dieu des chrétiens en est réduit à cacher sa honte, c'est pour tous ces motifs que nous crions : Guerre aux religions et à leurs séides ; c'est pour ces motifs que nous sommes révolutionnaires et que nous chasserons du temple social les vendeurs d'orviétan cléricaux et bourgeois.

PETITE POSTE

Chopart, poste restante, à Besançon est prié de faire parvenir le montant de son compte à l'administration du journal.

LA RÉUNION DE GENÈV

Compagnons,

Le congrès de la Fédération jurassienne de l'association internationale des travailleurs, tenu à Lausanne le 4 juin, a décidé — ensuite de correspondance reçues de plusieurs groupes révolutionnaires, de Lyon, de St-Etienne, Vienne et d'autres localités de l'est de la France, annonçant l'arrivée certaine, à Genève, de nombreux compahnons pour la première quinzaine du mois d'août, — d'organiser pour cette époque une réunion intime des membres de la Fédération des compagnons déjà annoncés et de tous ceux qui répondront à notre appel.

L'ordre du jour de cette réunion intime, proposé au Congrès de la Fédération jurassienne, est celui-ci :

Des mesures à prendre, par les socialistes révolutionnaires anarchistes, en face des éventualités possibles.

Nous n'insisterons pas, compagnons, sur l'urgence d'une pareille discussion ; elle est réclamée et rendue nécessaire par les événements qui semblent vouloir se précipiter. Cependant, les compagnons ou les groupes qui désireraient que d'autres questions soient mises à l'ordre du jour, sont priés d'en aviser, sans retard, la section de propagande de Genève, chargée de l'organisation de la réunion.

AU PILORI

Il paraît que les sieurs Gerber, patrons chenilleurs à Lyon, rue Suchet, 45, ne s'enrichissent pas assez vite.

Il y a quatre ans, ils étaient ouvriers et tellement misérables que les ouvriers, leurs camarades alors, firent une souscription pour leur venir en aide et leur donnèrent, par ce moyen, 60 francs pour les empêcher de mourir de faim. Peu après, à la faveur d'intrigues et de bassesses cléricafardes, ils s'établirent et aujourd'hui ils détiennent deux maisons et ont une fortune scandaleuse.

Eh bien ! ces bonnes gens gagnent trop peu. Dimanche, neuf courant, jour de paye chez eux, sans avertir leurs ouvriers et ouvrières ils voulurent diminuer de 1 fr. la façon des mille mètres, soit de 1 fr. 75 la journée de travail. Le premier ouvrier auquel la proposition fut faite refusa et fut mis à la porte et il y fut accompagné des aménités les plus..... polies que la gent hautaine a toujours en réserve pour les prolétaires.

Et dire que l'ouvrier chassé ainsi était un des souscripteurs des soixante francs dont il est parlé plus haut.

Noblesse oblige. Ils se souviennent, nous nous souviendrons aussi, mais mieux.

MOUVEMENT SOCIALISTE

Marseille, 11 juillet 1872.

Citoyen rédacteur,

Une réunion importante a été tenue ce soir, à neuf heures et demie, dans le local du cercle Esquiros, par les travailleurs de toutes nations, ayant pour but de former une vaste association révolutionnaire et universelle du prolétariat, sans distinction de nationalités.

Une foule nombreuse avait répondu à l'appel des organisateurs et la vaste salle du cercle était littéralement pleine.

Le citoyen Mattei, ouvrier italien, est appelé à la présidence ; il lui est adjoint comme secrétaire les citoyens A. Tressaud, Français et Frangioni, Italien.

Il est donné, en français et en italien, lecture d'un manifeste qui provoque de chaleureux applaudissements et dont nous donnons ci-après les principaux passages :

« Considérant que l'Union est la Force ; que l'ouvrier européen, africain, américain et asiatique est le sang qui donne la vie à toute la grande masse humaine ; qu'un grand nombre de travailleurs souffrent et qu'ils sont dans leur plein droit en se révoltant,

. . . . . .

« Que nous, travailleurs du monde entier, soldats de la Révolution par les armes, nous devons marcher en avant à la conquête de la réorganisation humaine.

. . . . . .

« Que nous ne pouvons rester indifférents à l'agitation sociale qui se propage et se répand pour l'émancipation de nous tous ; qu'il est temps de nous serrer autour du drapeau de la révolte pour faire valoir nos droits.

« Nous avons pensé de fonder à Marseille une société de travailleurs sous le titre de *Association Cosmopolite* des travailleurs pour la défense de leurs propres intérêts. »

Cet exposé des motifs est accepté à l'unanimité.

Un projet de règlement est proposé et provoque une longue discussion à laquelle prennent part un grand nombre de citoyens ; l'assemblée se réservant de compléter ultérieurement ce réglement, arrête en principe les dispositions suivantes :

« 1° La société nouvelle a pour titre : *Association Cosmopolite des travailleurs.*

« 2° Tout citoyen qui voudra en faire partie devra justifier de sa position de travailleur.

« 2° La cotisation sera mensuelle et fixée à 25 centimes.

« 4° Une commission exécutive de dix membres sera nommée, parmi laquelle seront choisis un trésorier et un vice-trésorier responsables. »

Tous ces articles sont adoptés à une grande majorité, au milieu de l'enthousiasme général.

Sont nommés membres de la Commission : les citoyens Mattey, Frangioni, Fazziola, Brieda, Landra, Tressaud jeune, Dupay, Sisco, Graves et Pillet.

Trésorier, Graves; vice-trésorier, Mattei.

Bonne journée, en somme, pour la Révolution, car à la fin de la séance la commission a recueilli déjà une centaine d'adhésions qui vont former le noyau de cette importante société qui ne peut manquer de s'accroître rapidement dans un milieu aussi populeux que Marseille.

La bourgeoisie et les patrons n'ont qu'à bien se tenir !

Saluts fraternels.

Roanne, 12 juillet 1882.

Compagnons,

Les membres du groupe anarchiste de Roanne,

Considérant que le prolétariat ne peut s'émanciper qu'en marchant sur le terrain exclusivement révolutionnaire, et que pour reprendre ce que la bourgeoisie a volé aux travailleurs, ceux-ci n'ont qu'un seul moyen : LA FORCE !

Ils invitent donc tous les meurt-de-faim qui ont conscience de leur misère, à ne plus compter sur les politiciens de n'importe quelle nuance pour oaganiser l'armée des révoltés, attendu que de l'aveu de tous les socialistes de bonne foi, la révolution ne peut se faire que par la violence. Prolétaires, organisez-vous donc pour la lutte suprême qui se prépare, car vous savez aujourd'hui que le *chiffon de papier*, préconisé par les radicaux, il n'y a plus qu'un moyen de l'employer : En bourrer son fusil ou son revolver.

Vive la révolution universelle !

NOTA. — Le siège social du groupe anarchiste de Roanne est : ancienne maison Marillier, au troisième, place de l'Hôtel-de-Ville.

On reçoit les adhérents tous les dimanches de 2 à 6 heures du soir.

Adresser les correspondances et communications au compagnon Gay, rue Moulin-Gilbert, 75.

Saint-Quentin, 11 juillet 1882.

Compagnons,

Des ouvriers tisseurs révolutionnaires, fatigués des chaînes de leur bagne, envoient 5 francs au journal le *Droit social*, persuadés qu'ils sont que la propagande par le fait est le plus sûr moyen d'arriver à la solution du grand problème de la révolution sociale.

Bessèges (Gard)

Compagnons,

C'est avec une ferme conviction que nous suivons la ligne de conduite directe que propage le *Droit social*. Nous le félicitons du courage qu'il déploie pour la révolution par le fait, malgré toutes les attaques coalisées de cette bande corrompue : bourgeoisie, magistrature, gouvernement, en un mot toute la clique capitaliste qui nous ronge notre vie et notre argent. Tandis qu'eux, ces parasites, vivent dans des orgies abominables et scandaleuses.

Quand donc aurons-nous le courage de faire respecter nos droits et que nous crierons vengeance de toutes ces tortures que nous subissons ? Ce grand jour, nous promettons de payer notre dette, nous connaissons les nôtres, ces plats valets, ces misérables qui se disent fiers des lâchetés qu'ils commettent en entassant crime sur crime sur notre population prolétarienne. Allons, bourgeois vicieux, descendez dans l'arène, toutes vos ignominies ne vous font pas horreur ! Le torrent populaire n'est pas loin d'éclater, sa colère va faire explosion sur vous, monstres haineux, qui détenez la fortune publique au moyen du vol et de l'assassinat, en réduisant des familles entières à mourir de faim, et de quel droit, gens immondes, la détenez-vous cette fortune, si ce n'est que par le vol que vous commettez chaque jour au détriment de cette classe productive, enfermée dans vos bagnes à trois cents mètres sous terre, tandis que vous, vous roulez votre pourriture sur des canapés en plumes. Allons, prolétaire, devant toutes ces ignominies, crie vive la Révolution sociale et mort à tous ces bandits !

Compagnons du *Droit social*,

Le groupe d'études sociales du 5e canton de Bordeaux, s'étant accru par l'adjonction de nouveaux adhérents appartenant à tous les cantons de la ville, conscients et résolus à la propagande révolutionnaire, donne connaissance, d'une part, à tous les groupes socialistes qu'il change son titre pour prendre celui de Groupe de Propagande anarchiste, informe, d'autre part, les révolutionnaires de Bordeaux, désireux de faire partie du nouveau groupe, que les inscriptions seront reçues tous les samedis, de 8 à 10 heures du soir, aux adresses ci-dessous :

1er canton, compagnon Laroteyz, rue du Capula, 16.

2e canton, compagnon Guérin, rue David Johnston, 25, jusqu'à la fin du mois et à partir du 1er août, rue Laubourguet, 12.

3e canton, compagnon Risile, rue Fauché, 8.

4e canton, compagnon Commarque, rue de l'Ecole, 11.

6e canton, compagnon André, impasse Serre, 1.

Le groupe de propagande anarchiste de Bordeaux, croyant qu'il est nécessaire d'affirmer ses principes, en fait l'exposé succinct de la manière suivante :

1° Il se déclare communiste-anarchiste, en acceptant la formule de chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins.

2° Il reconnait l'autonomie absolue des individus, aussi bien que celle des collectivités, et ne se rend solidaire des actes accomplis par les uns et les autres qu'après examen.

3° Il répudie, comme atteinte à tout esprit de justice, la loi des majorités qui, dans la société actuelle, domine et méconnait le droit des minorités.

4° Comme la centralisation gouvernementale trouve sa sanction, et puise sa force et son autorité *dans le suffrage universel*, œuvre des majorités inconscientes, il refuse de l'exercer en toute occasion, afin de s'affranchir des classes dirigeantes et d'éviter le danger des personnalités ambitieuses et corruptrices qui pourraient s'introduire dans son sein.

Ces déclarations de principes faites, le groupe ne croit pas y déroger en acceptant d'entrer dans la fédération de tous les groupes révolutionnaires de Bordeaux, qui auront compris l'utilité du groupement comme moyen d'éducation sociale, et ayant pour *définitif la Révolution sociale* qui, le groupe en est convaincu, ne s'accomplira que *par la socialisation de toutes les forces naturelles* (*de productions et de consommations, etc.*), résumée dans la formule : de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins.

Justice et Egalité.

Pour le groupe :

Le Délégué à la correspondance,
E. GUÉRIN.

Amiens. — Le groupe révolutionnaire l'AVANT GARDE, se réunira le dimanche 30 juillet, à 3 heures précises du soir, au siège social, rue des Cordeliers, 5.

Ordre du jour :

1° M. Delambre et le 14 juillet à l'hôtel Périgord ;

2° Le *Droit social* et ses nouvelles poursuites ;

3° Organisation de la propagande révolutionnaire.

Les membres adhérents sont priés d'être exacts.

Fédération révolutionnaire

SECTION DE PERRACHE

Les adhérents au groupe de la Fédération socialiste révolutionnaire sont invités à une réunion qui aura lieu le 23 courant, à deux heures du soir, chez Viallet, cours Suchet, 60.

Urgence.

***

SECTION DES BROTTEAUX

Réunion lundi, à 8 heures du soir.

Corporation des serruriers

Citoyens,

La Commission exécutive nommée en réunion, le 8 juillet dernier, convoque la Corporation à une réunion publique qui aura lieu le dimanche 23 juillet prochain, à 1 heure 1/2, chez Célérier, rue Sainte-Elisabeth, 108.

Ordre du Jour :

1° Compte-rendu du Programme élaboré en vue de la formation d'une caisse de secours aux Invalides du travail ;

2° Questions diverses.

Commission exécutive.

TRIBUNE PUBLIQUE

A la rédaction du journal LE CITOYEN

Citoyens rédacteurs,

Vous publiez une protestation du citoyen Poisson qui, au nom du comité central révolutionnaire, déclare qu'ils n'ont rien de commun avec ceux qui ont lancé la circulaire signée J. B. et ceux qui ont affiché le placard dont vous parliez dans votre numéro du 16 juillet, et, en forme de conclusion, vous dites que du moment que le comité central n'y est pour rien, ce ne peut être que l'œuvre de la police. De cette note il semblerait résulter qu'il ne peut y avoir de révolutionnaires en dehors du comité central, c'est une erreur. Nous venons faire appel à votre *bonne foi* pour rectifier une seconde erreur, c'est, d'abord, que le placard n'était pas signé au nom du comité central, mais comité exécutif et n'avait rien de commun avec la circulaire signée J. B, dont nous dégageons notre responsabilité, car nous sommes absolument contre toute *menace directe qui n'est pas suivie d'exécution* et ensuite nous affirmons hautement que le placard affiché et signé *comité exécutif* était l'œuvre de camarades qui, pour n'être d'aucun comité central, n'en sont pas moins de francs révolutionnaires et non des policiers comme vous le dites à tort.

Un groupe d'anarchistes.

Une leçon aux Travailleurs

De temps à autres nous assistons à de drôles de procès. Les prolétaires devraient y puiser des enseignements. En voici un sur lequel nous les prions de méditer :

Dernièrement, il se déroulait au tribunal civil du Hâvre, un procès en dommages-intérêts intenté par un lord anglais à un citoyen français pauvre. C'était pour avoir vendu du ciment portant la maque de ce *lord*, ce qui, suivant lui, avait porté un préjudice à son coffre-fort.

Donc le citoyen Leperrier, de Caudebec, est poursuivi pour ce crime ; mais, il a un passé, le citoyen Leperrier, il est républicain enragé (*textuel*), il combat le gouvernement des boursicoticrs, crime autrement punissable encore. Et étant *républicain enragé*, le citoyen Leperrier a un petit commerce qui le rend indépendant. Il faudrait trouver un moyen de le ruiner. Il serait peut-être moins fougueux (car il est père de famille).

On sait d'avance ce que dut faire dans ce cas le tribunal civil du Hâvre : il fit comme tous les tribunaux, il prit fait et cause pour le milord, c'est-à-dire pour le millionnaire contre le meurt-de faim, et condamna le père de famille français pauvre à deux cents francs de dommage-intérêts envers le millionnaire anglais et aux frais et dépens du procès.

Voilà, travailleurs, l'exemple que nous donnent les capitalistes, ils n'ont pas de patrie, eux, leur patrie..... Dès que l'on touche à leurs coffres-forts, ils s'unissent et sont cosmopolites, en lutte contre les meurt-de-faim : Tout pour nos jouissances, telle est leur maxime.

Devons-nous nous plaindre de ce spectacle ? Non, car il nous montre ce que sont tous les bourgeois ; il fait ouvrir les yeux à tous petits commerçants qui, comme le citoyen Leperrier, de simples républicains deviennent alors de bons révolutionnaires.

Allons, travailleurs la mesure est pleine, la coupe déborde. Il faut enfin déverser ta colère sur qui l'attire.

Vive la Révolution ! Vive l'Anarchie !

Villequier, le 16 juillet 1882.

VARIÉTÉ SCIENTIFIQUE

Organisation rationnelle du travail

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

I. — Des puissances supérieures et des lois naturelles qu'elles créent fatalement.

(*Suite*)

Quand le fort ne se procure le produit du travail du faible que par le seul moyen de la force brutale, l'action brutale prend comme de nos jours, selon le champ plus ou moins vaste où elle s'accomplit, les noms de vol, pillage, guerre et le produit devient : butin. Dans ces cas, la ruse, l'intelligence qui toujours y concoure peu ou beaucoup, reste au second plan, moyen accessoire, souvent inutile ; mais si l'intelligence passe au premier rang ; si c'est la force brutale qui, sous forme de gens d'armes et d'huissiers, reste en ligne de réserve, l'action cesse d'être brutale et elle se nomme alors : commerce, industrie, exploitation, agiotage et le produit du travail du faible ou du simple devient dans les mains du fort : des bénéfices. Le résultat des deux cas, vous le voyez, est le même : le faible est spolié des fruits de son travail, il n'y a de changé que les moyens employés et les noms donnés à l'action qui de : vols, rapine, pillage, guerre sont devenus : agiotage, exploitation, industrie, commerce on va même jusqu'à dire emploi charitable du pauvre ; et il le croit, l'imbécile.

Dans le premier cas que j'ai indiqué, où l'ignorance est complète, la force brutale est souveraine, mais ce cas est peut-être introuvable aujourd'hui : les Fuégiens eux-mêmes ayant certainement déjà quelque savoir, ne serait-ce que celui de se faire des armes, de sentir l'idée du mieux ; idée d'où nait le progrès. Ils ont dû, en effet, entrer dans les habitudes du vol et de l'exploitation, de l'esclavage ; cette exploitation se borna-t-elle à la possession des femmes ; Mais ici, trois forces concourent à l'organisation ; car c'est une organisation, cet état ou le vol, les guerres, l'exploitation se produisent, c'est même toute l'organisation des sociétés actuelles, et ces trois forces sont :

1° La force brutale, qui se manifeste par les armées et les guerres, les voleurs de tout acabit, les gendarmes et les prisons, le travail imposé à des travailleurs mourant de faim, les huissiers et les dragonnades d'Anzin, de la Ricamarie et d'ailleurs et de mille autres manières ;

2° L'ignorance (ce commencement du savoir, puisqu'elle n'agit que par la constation ou la croyance de la science d'autrui) qui se manifeste par les superstitions plus ou moins grossières, plus ou moins fanatiques suivant le degré même de cette ignorance ;

3° L'intelligence, qui donne les chefs aux bandits, aux armées, etc ; qui fait les prêtres et leurs suppôts ; qui, par son développement, crée le commandement de l'esprit : la démocratie.

Oh ! je ne dis pas que c'est mal, tout cela ! je dis qu'avec l'ignorance toutes ces choses étaient fatales, nécessaires même. Mais, si l'ignorance profonde, complète, a fait la barbarie, si un commencement de savoir et l'omnipotence de la force brutale ont fait la monarchie de droit divin, si l'intelligence, primant la force brutale, est devenue la monarchie démocratique : pouvoir temporaire ou à vie ; la raison, ce point maximum de l'intelligence, ce signe de l'homme, créera le commandement de tous, la chose de tous : la République.

Ah ! je vous entends ! Non, je le dis, moi, nous ne l'avons par la République. Ce n'est pas la République, ce pouvoir des quelques-uns qui s'ingénient à vivre du travail des autres ; où les forts et les adroits surtout, sous le couvert de la brute armée, exploitent les faibles et les simples ; ce n'est pas la République, cet état où la puissance se fait le gapian, le garnissaire du fort ; cet état où un seul homme où même encore peu d'hommes plus ou moins intelligents, plus ou moins riches surtout, où désirant de l'être, commandent chacun à leur tour ou plusieurs à la fois, selon leur degré de patience ; non, tout cela, tout ce que nous avons vu jusqu'à nos jours n'est que monarchie : Monarchie héréditaire ou monarchie temporaire, mais monarchie toujours. Aujourd'hui comme lors du premier esclave, du premier vol, de la première exploitation, le fort veut vivre, veut jouir aux dépens du faible ; le rusé, l'adroit, l'*intelligent* veut exploiter le simple ; tous deux veulent vivre et jouir du travail d'autrui ; aujourd'hui comme toujours et cela tant qu'un être travaillera ouvrier, inférieur, bête de somme pour un autre, il ne reçoit et ne recevra pour prix de sa peine que juste ce qui est indispensable pour qu'il entretienne, perpétue sa vie (par lui et par d'autres) ; aujourd'hui sous le capitalisme, comme autrefois sous l'esclavage, le travailleur, le peuple ne compte pour rien dans les jouissances, dans les dépenses du consommateur, du dilapidateur par excellence : le bourgeois (subdivisé jadis en : prêtres, nobles, puissants et riches) ; la loi des salaires, cette loi de fer, implacable, homicide, agit toujours avec toute son infernale énergie ; à peine sous les coups du caprice et de l'ambition, la loi des échanges apporte-t-elle quelques légères ou passagères améliorations à la galère du pauvre. Non, ce n'est pas la République, cela.

Mais je l'ai dit déjà et je le répète ; sous la puissance supérieure de la force brutale, ayant pour accolites l'ignorance et la ruse, l'exploitation et le servilisme sont inévitables ; partout où son règne a été, partout où il est, partout où il sera, autrefois, aujourd'hui et plus tard, l'exploitation, le servilisme, la loi de fer sera. Je dis même plus : il serait sottise de vouloir empêcher cette situation sans détruire l'action de la force brute, sans la remplacer par une force supérieure, par cette force que le progrès apporte à la suite et au faite de l'intelligence : la raison, nécessairement confondue en la science.

Oui, la raison, voilà la puissance qui bientôt gouvernera seules les hommes, et tous les êtres qui l'auront, la raison, participeront à cette puissance, et comme elle est indivisible, parfaite, entière dans chaque homme ; comme il est impossible d'avoir la raison à demi, sous son règne, chaque homme sera égal, égal en puissance, égal en droit à tous les hommes, et ce sera la République qui succèdera ainsi à la démocratie, cette dernière forme de l'autoritarisme, du commandement.

Il est une quatrième puissance qui présidera un jour, concert avec la raison, à l'ordre dans la société humaine. Je ne sais quel nom lui donner : c'est celle qui a sa source dans le cœur, celle qui se manifeste par les sentiments généreux. Mais quoique elle commandera dès l'abord de l'organisation rationnelle, mais quoique déjà sous la force brutale même elle donne naissance à des actes de plus en plus nombreux quoique très-rare encore et très-particuliers, je ne chercherai pas à indiquer ce qu'elle pourra vouloir. Du reste, à cause même de la spontanéité de ses ordres, encore plus spontanément exécutés, elle ne créera jamais de difficultés et son application sera comme elle, douce, bienfaisante.

(A suivre)

Nous prions instamment nos dépositaires à effectuer leurs versements de la vente jusqu'à ce numéro.

Le Gérant : A. BONTHOUX.

LYON. — IMP. PASTEL, 10, PETITE RUE DE GUISE